



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Le non de la Guinée à de Gaulle / Lansiné Kaba
éd. Alfabarre, 2012
cote : 58.581

L'édition est modeste, la ponctuation souvent défectueuse et l'ouvrage s'ouvre sur une grosse erreur historique (encore répétée dans la chronologie finale) qui date la chute de Dien-Bien-Phu de mai 1953 au lieu de 1954. Mais on oublie vite ces imperfections pour plonger une fois encore, avec un vif intérêt, dans cet événement surprenant et majeur maintes fois déjà raconté et disséqué : le Non ! de la Guinée à la France à l'occasion du référendum du 28 septembre 1958 et sa proclamation d'indépendance quasi-immédiate.

Certes, on en connaît déjà assez bien, grâce à de prestigieux témoins ou historiens, les prodromes, le déroulement et les conséquences. Mais, cette fois, l'auteur est guinéen, politologue et professeur aux États-Unis, et son éclairage, bien que déjà publié pour l'essentiel dès 1990, vient encore ajouter à nos connaissances. Avec lui, nous revivons l'éphéméride de cette rapide et surprenante "dérive". Nous découvrons aussi les réalités socio-politiques profondes d'un étonnant petit pays jusqu'alors inconnu hors de l'AOF mais qui, en l'espace de cinq jours, porteur d'une dignité nouvelle et d'espairs audacieux, allait se révéler au monde entier.

Lansiné Kaba réexplique d'abord en détails comment une étroite connivence entre De Gaulle, tout nouveau président du Conseil, et Houphouët-Boigny, membre de son gouvernement, réussit à écarter Sékou Touré du Comité consultatif constitutionnel de 36 membres mis en place en vertu de la loi du 3 juin 1958 pour conseiller le gouvernement dans l'élaboration d'une future constitution. Pourtant, le ministre de la France d'outre-mer Cornut-Gentille fit tout pour que le leader guinéen y siège, désigné par l'Assemblée en qualité de député ou nommé par décret pour ses compétences de dirigeant syndical, afin de neutraliser ainsi l'extrême-gauche africaine. Mais son insistance auprès du général fut brutalement rabouée et c'est Gabriel Lisette, député du Tchad, qui fut élu au Comité. Houphouët "l'aîné" triomphait ainsi de son cadet, tant il est vrai que le même marigot ne pouvait plus abriter à la fois deux caïmans pourtant militants majeurs naguère encore du même parti RDA. Une brève entrevue postérieure, le 5 août, ne fit qu'aggraver les rapports d'incompréhension entre l'orgueilleux général revenu au pouvoir et le bouillant Guinéen dont la position était pourtant déjà connue et loyalement exprimée : "indépendance" ne signifiait pas "sécession" et exiger qu'on l'inscrive n'impliquait pas l'intention d'une



¹ Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrite](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

proclamation immédiate. Mais le 14 septembre, au Congrès territorial du parti dominant PDG à Conakry, l'annonce fut nette et sans ambiguïté : la Guinée votera "NON à "une Union française rebaptisée, vieille marchandise dont on a changé l'étiquette... non à l'inégalité".

On revit ensuite l'escale "imprévue" à Conakry, le 25 août, du général de Gaulle déjà passé par Tananarive, Brazzaville et Abidjan pour expliquer et justifier outremer sa future constitution : accueil délirant, "chaleureux et magnifique", "ballet multicolore" sur quinze kilomètres, déploiement de séduction artistico-politique qui mobilisait tant le grand chorégraphe Fodéba Keïta que les brigades d'amazones du PDG. "L'affrontement de Silly et de la Croix de Lorraine" n'en fut pas moins inévitable quelques heures plus tard, dans la petite salle surchauffée de l'Assemblée. Et l'on revit aussi chaque instant de leurs deux fascinants discours après la brève allocution, trop rarement mentionnée mais d' "une valeur incontestable" du député-président Saïfoulaye Diallo. Celui-ci, en effet, <se réjouit de ce que les attermoissements et les confusions vont enfin faire place aux décisions hardies et sans équivoques> (S.D.). L'orateur, écrit Lansiné Kaba, "choisit délibérément et articule des mots lourds de sens", espère que De Gaulle comprendra la légitimité du nationalisme africain à cause de son expérience de résistant " et "salue le patriotisme comme ... <sûr garant... d'un attachement durable et le motif rassurant d'une association libre et fraternelle à bases égalitaires> (S.D.) entre la France et l'Afrique".

On sait bien maintenant que ni le NON guinéen du 28 septembre ni même l'indépendance du 2 octobre n'impliquaient inexorablement la volonté de rupture avec la France. On sait aussi que l'un et l'autre se sont, finalement et parfaitement, inscrits dans le sens de l'histoire. Mais celle-ci souffre parfois de ratés douloureux. De Gaulle n'a jamais pardonné à Sékou Touré et la Guinée fut punie, doublement punie, d'abord par le général bientôt président qui décréta aussitôt ce que Lansiné Kaba appelle le "retrait outré et mal intentionné des Français", puis par Silly lui-même pendant vingt-cinq ans de tragique et sanglante dérive. D'ailleurs l'auteur, emporté par son élan bien au-delà de son titre, survole pour finir toute l'histoire guinéenne de ces cinquante dernières années, comparant rapidement les trois dictatures successives de Sékou Touré, de Lansana Conté et (très brève) de Dadis Camara, soulignant pour finir qu'il revient désormais au président Alpha Condé, investi en décembre 2011, "de créer un État de droit et une nation laborieuse et prospère".

Philippe David